

La CGT fait sa révolution culturelle chez Kem One

Matignon étudie avec intérêt l'offre de reprise du groupe chimique présentée par le syndicat

Quelque chose est en train de bouger à la CGT. Souvent jugé archaïque, figé dans une pure opposition au patronat, le premier syndicat français s'est au contraire lancé chez Kem One dans une expérience audacieuse et constructive.

Pour sauver ce groupe chimique de 2600 personnes placé en redressement judiciaire fin mars, la CGT a élaboré un plan associant les créanciers, le personnel et la direction dans le cadre d'un montage très sophistiqué. « Pour la CGT, c'est une vraie révolution culturelle », commente Jean Rollet, coordinateur CFE-CGC de Kem One.

Peu de chances que cette offre estampillée CGT soit retenue face à des candidats bien plus classiques, en particulier le fonds Open Gate, très motivé et déjà présent dans la filière du plastique.

« Mais au moins, cette fois-ci, on ne pourra pas dire que les braillards de la CGT sont rétrogrades ! », s'exclame Jean-Marie Michelucci, un élu du syndicat. A la recherche d'appuis politiques, les promoteurs du dossier l'ont présenté vendredi 15 novembre aux conseillers de Matignon et de Bercy, visiblement intéressés.

Le projet, baptisé Phoenix, devrait être exposé la semaine prochaine au comité d'entreprise, de même que les autres plans de reprise, émanant, outre Open Gate, du fonds Sun Capital et de l'industriel Alain de Krassny.

« Avec ces candidats, on risque de retomber dans les mêmes travers que ceux qui nous ont amenés au désastre, juge M. Michelucci. Une fois de plus, ils voudront sortir avec un gain maximum au bout de trois ou quatre ans. C'est pourquoi nous avons essayé de bâtir une alternative crédible. »

Pour y parvenir, la CGT s'est tournée vers Jean-Marie Valentin,

un avocat d'affaires plutôt habitué à travailler pour les grands groupes et les fonds d'investissement.

Son projet consiste à confier la majorité du capital à une fiducie, une structure non spéculative qui serait détenue par les créanciers actuels de Kem One, comme Arkema, Total, EDF, Solvay, etc.

« Kem One aurait ainsi un actionnaire de long terme, réunissant tous ceux qui ont intérêt à son redressement », plaide M^e Valentin. Et au lieu d'abandonner leurs créances, ces industriels auraient une chance de bénéficier du retour à meilleure fortune de l'entreprise, lors de sa possible revente dans sept ou huit ans.

Interrogations

Bien sûr, ce plan suscite bien des questions. Jamais une fiducie n'est encore devenue l'actionnaire-clé d'un grand groupe industriel. Encore moins sur proposition syndicale. « En outre, la CGT prévoit de garder la direction, et de supprimer autant de postes que les autres candidats, relève un salarié. Cela fait s'étrangler certains ! »

Un des professionnels qui participent aux discussions laisse peu d'espoirs à la CGT : « Cette offre est intelligente, mais n'a aucune chance d'aboutir. En revanche, elle force les autres candidats à agir. »

Pour l'heure, ceux-ci peaufinent leurs projets. L'Etat vient de boucler les négociations avec les grands fournisseurs EDF, Total et Arkema, qui ont accepté de baisser leurs prix pour aider Kem One à redevenir rentable. Le gouvernement est aussi prêt à appuyer financièrement la reprise. Open Gate, Sun Capital et M. de Krassny devraient dire dans les prochains jours si, dans ces conditions, ils confirment leurs offres. ■

DBNIS COSNARD